



Ce que nous avons entendu

Compte rendu de la Journée de dialogue entre les représentants des communautés d'expression anglaise du Québec et Emploi et Développement social Canada

Emploi et Développement social Canada

Dialogue tenu le 17 octobre 2024

Table des matières

1. Introduction

Aperçu

2. Ce que nous avons entendu (leçons à retenir)

- a. Approche « par et pour »
- b. Marginalisation socioéconomique
- c. Les jeunes et l'éducation
- d. Chômage, sous-emploi et déséquilibre des compétences
- e. Approche horizontale de la résolution de problèmes

3. Conclusion

Annexe : Liste des participants des communautés d'expression anglaise du Québec et des institutions fédérales

1. Introduction

La Journée de dialogue annuelle d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) avec les représentants des communautés d'expression anglaise en situation minoritaire du Québec a eu lieu le 17 octobre 2024, à Montréal. C'était la première fois depuis 2019 qu'EDSC organisait cette Journée de dialogue en personne avec les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM).

Dans la soirée, un événement de réseautage a réuni des participants des CLOSM de tout le Canada et des partenaires fédéraux représentés à la Journée de dialogue, notamment le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, Patrimoine canadien, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, et Développement économique Canada pour les régions du Québec.

Aperçu

La journée a commencé par une présentation, menée par des collègues de Patrimoine canadien, avec la participation des partenaires fédéraux mentionnés précédemment, qui portait sur le nouveau groupe de travail interministériel sur les besoins en main-d'œuvre et le développement économique dans les CLOSM, coprésidé par EDSC et PCH. La séance a permis de présenter les objectifs et le travail effectué par le groupe de travail ainsi que d'engager une discussion avec les représentants des CLOSM sur les priorités du groupe de travail, qui restent à déterminer. Les participants ont indiqué qu'ils soutenaient pour leurs communautés les trois thèmes identifiés (l'emploi d'une perspective horizontale, l'entrepreneuriat d'une perspective horizontale, et le soutien intégré et la vitalité de la communauté) et qu'ils souhaitaient participer aux travaux du groupe de travail et en être informés au fur et à mesure qu'ils se déroulent.

Outre la séance interministérielle, des organisations ont présenté les défis auxquels sont confrontées leurs communautés ainsi que les travaux accomplis en matière d'emploi et d'employabilité. Des organisations représentant diverses régions du Québec ont présenté leur réalité locale.

Les questions suivantes ont notamment été abordées :

- Besoins en matière d'emploi dans les communautés d'expression anglaise du Québec :
 - l'importance de créer une main-d'œuvre moderne et inclusive pour les personnes d'expression anglaise du Québec;
 - l'état de la littératie des adultes au sein des CLOSM;
 - la situation de l'emploi des personnes d'expression anglaise au Québec.
- Apprentissage et garde des jeunes enfants :
 - une évaluation du bien-être des enfants d'expression anglaise au Québec.
- Préoccupations liées aux régions rurales ou éloignées et à l'emploi des jeunes :
 - initiatives visant à soutenir les jeunes dans les régions éloignées;

- perspectives d’emploi pour les jeunes des régions (p. ex. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine).

2. Ce que nous avons entendu : Points saillants

Les opinions exprimées dans cette discussion ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada. Elles représentent les perspectives des intervenants participants.

a. Approche « par et pour »

Les intervenants ont demandé au gouvernement du Canada d’utiliser à meilleur escient le modèle de prestation de services « par et pour » pour les communautés d’expression anglaise du Québec. Une telle approche permettrait de mieux répondre à leurs besoins spécifiques. Étant donné que les chiffres démontrent que les communautés d’expression anglaise ont des revenus plus faibles, des taux de chômage plus élevés et une proportion plus importante d’emplois temporaires que la majorité francophone du Québec, les institutions fédérales devraient en tenir compte dans leurs initiatives de financement.

b. Marginalisation socioéconomique

Selon les intervenants des communautés d’expression anglaise, le fait de trouver un emploi aux gens peut aider mais ne résout pas les problèmes sous-jacents de la marginalisation socioéconomique. La perception largement répandue selon laquelle les personnes d’expression anglaise sont le groupe favorisé par rapport aux francophones dans la province de Québec est erronée. Il est nécessaire de s’assurer que les gens comprennent que la réalité est en fait l’inverse. Même si les organisations des communautés d’expression anglaise atteignent leurs objectifs, elles ne sont toujours pas la priorité des gouvernements en matière de financement. Elles ont besoin d’alliés pour mieux servir les populations vulnérables.

Lorsque l’on analyse les difficultés rencontrées par les communautés d’expression anglaise sur le marché du travail, il faut tenir compte des racines profondes de leur marginalisation économique, qui dure depuis des générations. Cette exclusion sociale a eu d’importantes répercussions sur leur participation à la vie active. Il y a donc un réel besoin d’aller sous la surface afin que les représentants du gouvernement aient une compréhension profonde des causes sociales, politiques et économiques des difficultés auxquelles les communautés d’expression anglaise sont confrontées aujourd’hui.

c. Les jeunes et l’éducation

La vitalité de la famille est essentielle pour la réussite de l’emploi au sein des communautés d’expression anglaise. L’absence de garderies et d’écoles anglaises dans de nombreuses régions

de la province crée beaucoup de stress pour les familles. En raison de cette vulnérabilité acquise au cours de leur apprentissage dès leur plus jeune âge, de nombreux jeunes des communautés d'expression anglaise sont en train de sauter de l'école secondaire au marché du travail. Pour réduire cette précarité financière, le gouvernement fédéral devrait investir pour que les enfants d'expression anglaise aient accès à la maternelle en anglais partout au Québec. Compte tenu des considérations FPT sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants (AGJE), une solution proposée pourrait être un soutien communautaire aux familles pour surmonter les obstacles à l'accès aux services de garde d'enfants fournis par le gouvernement du Québec. Un exode rural a également été constaté par les communautés. En raison du taux de chômage élevé dans leur région d'origine, les jeunes d'expression anglaise la quittent pour s'installer à Montréal. Ces jeunes à fort potentiel doivent être retenus pour que les régions du Québec restent vivantes. Une solution consisterait à s'assurer que les collèges et universités qui desservent une population d'expression anglaise disposent de campus satellites dans les régions rurales et éloignées du Québec.

d. Chômage, sous-emploi et inadéquation des compétences

Que les gens trouvent un emploi, c'est bien, mais s'ils sont sous-employés, c'est un problème. Pour surmonter cet obstacle, une solution pourrait consister à envisager l'entrepreneuriat et d'autres mesures de soutien pour former la main-d'œuvre aux emplois de demain. Ces autres mesures de soutien pourraient inclure une formation en français pour les travailleurs afin de s'assurer qu'ils sont suffisamment bilingues pour pouvoir travailler dans la langue de la majorité, et l'éducation tout au long de la vie, notamment en proposant une formation postsecondaire et technique en anglais. Les intervenants veulent s'assurer que les discussions ne portent pas uniquement sur le développement de la main-d'œuvre. En effet, des travailleurs actuels occupent des emplois qui n'existeront peut-être plus dans les cinq prochaines années. La communauté des aînés d'expression anglaise est en fait moins préparée que jamais à quitter le marché du travail.

Il faut donc investir dans les ressources et les partenariats d'éducation, encourager l'entreprise sociale et l'innovation, et mettre au point des initiatives d'emploi ciblées. Celles-ci devraient s'appuyer sur les données du marché du travail pour cerner les besoins futurs et harmoniser la formation et le placement avec ces besoins afin de contribuer au développement économique. Toutes ces initiatives exigent de renforcer les programmes d'apprentissage du français afin que les communautés d'expression anglaise puissent être pleinement efficaces dans leur région.

e. Approche horizontale de la résolution de problèmes

Les mesures de soutien intégrées sont essentielles. La vitalité économique n'est pas possible sans une communauté en bonne santé. Les intervenants des CLOSM affirment que, puisque l'accès au financement fédéral par l'intermédiaire de la province de Québec n'est pas possible pour les communautés d'expression anglaise, le gouvernement fédéral devrait élaborer sa propre approche intégrative tout en ayant le courage de s'engager dans le programme du

Québec. L'emploi est l'une des priorités, si ce n'est la plus importante, susceptible de rassembler tout le monde.

Les programmes d'encadrement et de mentorat visant à promouvoir la santé mentale sont également très importants. En ce qui a trait aux régions, les communautés d'expression anglaise ont besoin de plus de support virtuel pour joindre les jeunes dans leurs régions. Cette vision holistique devrait se poursuivre afin de réduire l'incidence de problèmes sociaux, tels que la crise du logement et la violence entre partenaires intimes. Néanmoins, le gouvernement du Canada ne peut pas combler seul le fossé socioéconomique. La collaboration et les partenariats sont essentiels. Ces partenariats pourraient être renforcés par une collaboration accrue entre les différents ordres de gouvernement et les communautés d'expression anglaise.

3. Conclusion

La Journée de dialogue avec les communautés d'expression anglaise a mis en évidence le fait qu'il reste encore beaucoup de travail à accomplir et qu'il est important de poursuivre le dialogue. EDSC et les institutions fédérales gagneraient donc à envisager de maintenir des canaux de communication ouverts, car une consultation régulière de la communauté par le gouvernement fédéral permettrait de lever les obstacles auxquels sont confrontées les communautés d'expression anglaise.

Une solution unique n'est pas forcément bénéfique, et l'approche fédérale interministérielle proposée a été bien accueillie par les intervenants des communautés. Les communautés d'expression anglaise se réjouissent d'avoir été consultées et elles veulent continuer à participer à l'élaboration de solutions par le gouvernement fédéral.

Au-delà des investissements dans les programmes individuels et par les différents ministères fédéraux, les communautés ont exprimé le besoin de fixer des objectifs précis pour démontrer dans quelle mesure la vitalité économique des communautés d'expression anglaise s'améliore.

Annexe

Liste des participants des communautés d'expression anglaise du Québec

Organisation	Nom du participant ou de la participante et responsabilité
Quebec Community Groups Network	Riley Dalys-Fine, directeur de l'engagement communautaire et des alliances stratégiques
Quebec Community Groups Network	Sylvia Martin-Laforge, directrice générale
Quebec Community Groups Network	Davide Ventrone, Chercheur en politiques et programmes
Corporation d'employabilité et du développement économique communautaire	John Buck, président-directeur général
Corporation d'employabilité et du développement économique communautaire	Grant Myers, agent de développement provincial
Corporation d'employabilité et du développement économique communautaire	Anna Vanha, vice-présidente des opérations
Corporation d'employabilité et du développement économique communautaire	Michel Thérout, conseiller principal du président-directeur général
Corporation d'employabilité et du développement économique communautaire	Leslie (Laszlo) Acs, présidente du conseil d'administration
Youth Employment Services Montreal	Marina Boulos-Winton, directrice générale par intérim
Youth Employment Services Montreal	Mario Clarke, directeur des programmes
Aînés Action Québec	Fred Jansen, président
Aînés Action Québec	Katia Toimill-Bramhall, directrice générale
Alphabétisation Québec, Initiative d'alphabétisation renforcée par la communauté	Wendy Seys, présidente
Regional Association of West Quebecers	Chad Bean, vice-président
Coasters Association	James Buckle, directeur des finances et des opérations
Réseau de développement régional	Cathy Brown, directrice générale
Vision Gaspé-Percé Now	Jessica Synnott, directrice générale

Vision Gaspé-Percé Now	Connie Jacques, membre du conseil d'administration
Voice Of English-Speaking Québec	Brigitte Wellens, directrice générale
Réseau communautaire de santé et de services sociaux	Jennifer Johnson, directrice générale
Neighbours Regional Association of Rouyn-Noranda	Sharleen Sullivan, directrice générale
Partenariat de l'est de la Montérégie pour la communauté d'expression anglaise	Kareen Massé, coordonnatrice Jeunesse et Famille
Youth 4 Youth	Adrienne Winrow, directrice générale
Centre d'accès pour les services en anglais	Audrey Ottier, directrice générale
Centre de ressources de la communauté noire	Raeanne Francis, directrice générale
English Language Arts Network	Miranda Castravelli, directrice générale
English Language Arts Network	Nick Maturo, directeur de la programmation
Concordia/Quebec English-speaking Communities Research Network pour l'éducation post-secondaire au Québec	Patrick Donovan, associé de recherche et conseiller
Table ronde provinciale sur l'emploi	Nick Salter, directeur général
Table ronde provinciale sur l'emploi	Morgan Gagnon, directrice intérimaire de la politique et de la recherche
Megantic English-speaking Community Development Corporation	Brian Gignac, directeur général
Monteregie West Community Network	Joanne Basilières, coordonnatrice de l'employabilité et de la santé mentale
North Shore Community Association Baie-Comeau	Jody Lessard, directrice générale
Townshipper's Association	Denis Kotsoros, directeur général
Comité d'action sociale anglophone	Allen Richards, directeur général
Centre d'assistance et d'orientation	Karine Parent, coordonnatrice du développement social et de l'emploi
Centre d'assistance et d'orientation	Christian Lapointe, directeur général

Liste des participants des institutions fédérales

Emploi et Développement social Canada	Responsabilité
Michel Laviolette	Sous-ministre adjoint, région de Québec
Firmin Andzama	Directeur, Centre d'expertise sur la partie VII de la <i>Loi sur les langues officielles</i>
Marie Lebel-Racine	Gestionnaire, Centre d'expertise sur la partie VII de la <i>Loi sur les langues officielles</i>
Claire Forget	Analyste principale des politiques, Centre d'expertise sur la partie VII de la <i>Loi sur les langues officielles</i>
Tania Claes	Analyste principale des politiques, Centre d'expertise sur la partie VII de la <i>Loi sur les langues officielles</i>
Samantha Rowe	Analyste des politiques, Centre d'expertise sur la partie VII de la <i>Loi sur les langues officielles</i>
Julie L'Allier	Gestionnaire, Fonds d'habilitation
Paul London	Gestionnaire, Fonds d'habilitation
Stephanie Vallon	Directrice, Secrétariat fédéral responsable de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants
Lise Comeau	Gestionnaire, Secrétariat fédéral responsable de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants
Mihail Markov	Service Canada, gestionnaire de surveillance, Apprentissage et garde des jeunes enfants
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada	
Daniel Cadieux	Gestionnaire, Surveillance et conformité, Centre d'excellence des langues officielles
Karim Adam	Directeur, Surveillance et conformité, Centre d'excellence des langues officielles
Patrimoine canadien	
Josée Grimard-Dubuc	Directrice générale, Région du Québec
Jalila Bendarhou	Directrice générale, Direction générale des langues officielles
Patrick Cyr	Gestionnaire
Alice Gaudreau	Analyste des politiques

Développement économique du Canada pour les régions du Québec	
Jenna Chaussegros de Léry	Analyste subalterne des politiques
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	
Linda Garand	Gestionnaire, Secrétariat du portefeuille et de l'engagement intergouvernemental